

AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE  
Reçu le 10/02/2022  
Publié le 10/02/2022

RÉPUBLIQUE  
DEFRANÇAISE

DÉLIBÉRATION N°19

DÉPARTEMENT  
LOT-ET-GARONNE

**VILLE DE VILLENEUVE-SUR-LOT**

\*\*\*\*\*

**EXTRAIT**

**DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

-----  
**Séance du 7 février 2022**

Heure de la séance : 19 h 30

Date d'envoi de la convocation : 1<sup>er</sup> février 2022

Président de séance : M. LEPERS Guillaume (Maire)

Secrétaire de séance : Mme THOMAS-BOLLINI Léah

Étaient présents : MM. et Mmes BERTHOUMIEUX Vincent, BLAZEJCZYK Maëlle, BOUYSSONNIE Thomas, CLERC Xavier, DE BRONDEAU Chantal, DELLIAUX Anne, FOURES Sylvie, GONCALVES David, GRANERI Florence, GUEUDIN Sylvie, GIULIANO Antoine, HENAULT-BLIENAU Estelle, HUC Serge, LAVILLE Michel, LEPERS Guillaume, LEVEQUE Catherine, LOISEAU Xavier, MACALLI Daniel, MANDILE-PICOT Laurence, MARS Xavier, MOLDOVAN Dalia, REGNIER Gérard, ROSIER Jean-Eric, SUPPI Patricia, THOMAS-BOLLINI Léah, Eric ZEZYMBROUCK

Étaient représentés : M. CAGNIN Dominique par M. BOUYSSONNIE Thomas, Mme Dominique CHARGROS par Mme THOMAS-BOLLINI Léah, Mme DAVELU-CHAVIN Anne-Marie par M. CLERC Xavier, M. GUEUDIN Freddy par M. ROSIER Jean-Eric, M. ROSIER, Mme VAQUIER Béatrice par M. Michel LAVILLE, M. Brice VOGLER par M. BERTHOUMIEUX Vincent, M. Samir ZIANI par M. MARS Xavier

Étaient absents : MM. BALLEROY Vincent, LADRECH Frédéric

**OBJET : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'avis de la commission finances en date du 31 janvier 2022.

**Exposé :**

Le Débat sur les Orientations Budgétaires (DOB) a pour objectif de poser les grands équilibres financiers du mandat.

L'autofinancement (ou l'épargne) est le solde positif qui résulte de la contraction entre recettes et les dépenses de fonctionnement. C'est autour de ce pivot que s'articule toute politique financière. L'épargne découle principalement de la politique fiscale, de la gestion de la masse salariale, du niveau de service rendu à la population et du prix que cette dernière est prête à consentir. Outre le niveau de service et son financement, l'épargne détermine également la capacité à investir de la collectivité.

Les projets d'investissement sont financés par une part de fonds propres (épargne), une part de financements obtenus des différents partenaires et s'équilibrent éventuellement avec de l'emprunt. La solvabilité de la commune dépend de sa capacité à rembourser sa dette avec ses fonds propres.

L'épargne et la dette doivent tous deux répondre à une certaine orthodoxie. **Le taux d'épargne brute doit représenter au moins 10% des recettes de fonctionnement et la capacité de désendettement (encours de dette divisée par l'épargne) ne doit pas être supérieure à 10 années.**

Les politiques internes sont décidées par le conseil municipal. Elles définissent le montant des postes budgétaires qui concourent à l'équilibre des différents budgets du mandat. Cette trajectoire financière intègre également les contraintes externes qui l'impactent.

La pandémie a fortement réduit la lisibilité de l'action communale dans le temps et oblige donc à avancer prudemment. Cependant, même dans l'incertitude, un projet communal s'inscrit dans la durée. Il est donc nécessaire de poser les hypothèses d'une projection qui permette d'engager la réflexion sur les investissements qui nécessitent du temps pour leur mise en œuvre. Dans ce contexte incertain, la commune devra adapter régulièrement sa stratégie. Le DOB en est l'occasion.

Dans un premier temps, nous verrons quelles sont les contraintes externes prises en compte. Dans un second temps, nous aborderons les mesures internes nécessaires au respect des ratios de pilotage.

Enfin, un volet sera consacré aux annexes avec un état de la dette ainsi qu'un état des ressources humaines (effectif, rémunération...).

## **1 – Analyse des contraintes externes et les hypothèses retenues**

Contrairement aux intercommunalités, les communes subissent peu d'impacts liés à la pandémie sur leurs recettes fiscales. En effet, la fiscalité communale repose essentiellement sur la taxe sur le foncier bâti payé par les ménages.

### **Une année 2021 marquée par une reprise de l'activité économique mais des gestes barrière qui ont limité l'activité des services municipaux notamment sur le plan des manifestations et de l'animation**

Le tissu économique de l'agglomération a bien résisté à la crise. Nous n'avons pas à déplorer de fermetures de PME, de licenciements. Le recours au chômage partiel a été limité en 2021. Les services municipaux ont fait le maximum, dans le cadre autorisé, pour accompagner les Villeneuvois dans le retour à une vie « normale ». Les fêtes de fin d'année en sont l'illustration.

### **Pour 2022, une augmentation des prix de l'énergie et un retour probable à l'inflation.**

La forte augmentation des coûts de l'énergie (électricité, gaz, carburant) impacte significativement les ménages et encore plus les collectivités qui ne disposent pas de dispositif d'Etat pour amortir ces hausses. La hausse de l'inflation est prévue par nombre d'économistes en raison notamment du coût de l'énergie qui se répercute sur les prix. Cette inflation aura probablement un impact sur les salaires et probablement les taux d'intérêt. Nous avons ciblé nos prévisions sur une inflation à +3% sur la période 2022 – 2026.

## 2 - Les mesures internes

**Une stabilité de la fiscalité de la taxe sur le foncier bâti.** La simulation financière a été construite sur la base d'une stabilité des taux de taxe ménages pour lesquels la commune a le pouvoir de faire varier le taux. L'équilibre et la préservation des ratios de pilotage se fera donc par une gestion « volontariste » des dépenses de fonctionnement.

**Une maîtrise de la masse salariale.** C'est le poste le plus lourd des dépenses de fonctionnement (64%). Il nécessite une attention particulière car à effectif constant son évolution tendancielle se situe autour de 250 K€/an. La projection retenue repose sur une variation de +2% à +2,5% sur la période étudiée soit +350 K€ en moyenne.

**Une maîtrise des crédits de gestion est nécessaire.** Les dépenses courantes de fonctionnement ne doivent pas augmenter plus rapidement que les recettes afin de préserver l'autofinancement. Une adaptation rapide sera donc nécessaire selon la conjoncture.

**Un renforcement et une réorganisation de la structure administrative de la commune et de l'agglomération pour mieux résister aux aléas et réduire ses coûts de structure.** Un renforcement des liens entre l'agglomération et ses communes, notamment la ville centre, est nécessaire pour aboutir à une administration plus forte et plus efficiente. Il faut proposer aux communes de participer à une organisation mutualisée, plus intégrée pour la gestion des services et des compétences afin :

- D'améliorer l'expertise des services, leur efficacité en réduisant les coûts de fonctionnement
- De réorganiser les directions pour assurer l'extension et la cohérence des périmètres d'intervention.
- De mettre en commun les services opérationnels dans le cadre d'une participation à la carte pour les communes selon leurs besoins

Ce dispositif participera à l'optimisation des crédits de gestion et à l'atteindre la cible RH.

### Un Pacte de Gouvernance et un pacte financier et fiscal d'agglomération :

- Fonds de soutien à l'investissement communal (ou aux projets communaux)
- Dotation de solidarité communautaire

L'agglomération mène une réflexion sur ces points dans le cadre du projet de territoire qui vient d'être adopté.

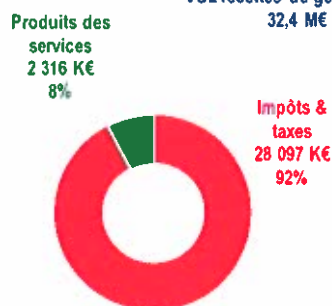
### LES RATIOS DE PILOTAGE SONT TENUS

(en K€)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Épargne brute</b>	<b>3 931</b>	<b>4 552</b>	<b>4 740</b>	<b>3 343</b>	<b>3 359</b>	<b>3 401</b>	<b>3 487</b>	<b>3 557</b>
<i>Variations</i>		621	188	-1 398	16	42	86	71
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>13,4%</b>	<b>15,7%</b>	<b>15,7%</b>	<b>11,0%</b>	<b>10,8%</b>	<b>10,7%</b>	<b>10,7%</b>	<b>10,7%</b>
<b>Encours de dette</b>	<b>24 481</b>	<b>22 271</b>	<b>19 054</b>	<b>18 948</b>	<b>20 931</b>	<b>22 872</b>	<b>24 727</b>	<b>26 511</b>
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>6,2 ans</b>	<b>4,9 ans</b>	<b>4,0 ans</b>	<b>5,7 ans</b>	<b>6,2 ans</b>	<b>6,7 ans</b>	<b>7,1 ans</b>	<b>7,5 ans</b>

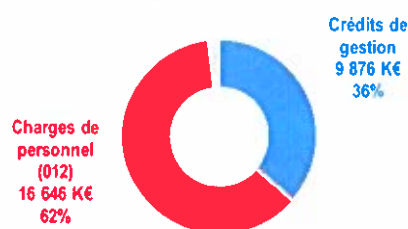
## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE  
Reçu le 10/02/2022  
Publié le 10/02/2022

**VSL recettes de gestion 2022**  
32,4 M€



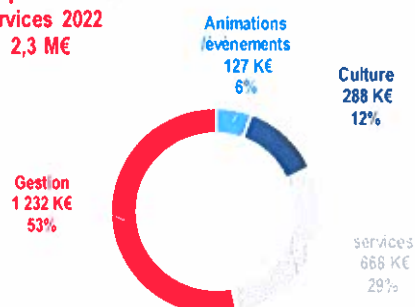
**VSL dépenses de gestion 2022**  
27,1 M€



### DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN EVOLUTION SENSIBLE QUI SUIT L'INFLATION PREVISIONNELLE

(en K€)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Impôts & DGF & compensations	26 532	27 013	27 473	28 097	28 723	29 475	30 254	31 060
Variations		480	460	624	626	752	779	807
Subv & Produits des services	2 755	1 944	2 668	2 316	2 261	2 269	2 277	2 286
Variations		-810	723	-352	-55	8	8	9
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>29 287</b>	<b>28 957</b>	<b>30 141</b>	<b>30 412</b>	<b>30 984</b>	<b>31 744</b>	<b>32 531</b>	<b>33 346</b>
Variations		-330	1 184	272	571	760	787	815
Variations en % annuel	0,0%	-1,1%	4,1%	0,9%	1,9%	2,5%	2,5%	2,5%

**VSL produit des services 2022**  
2,3 M€



Tout d'abord, quelques remarques sur les effets financiers liés au COVID durant les deux années qui viennent de s'écouler sur les **produits des services**.

Le manque à gagner lié au COVID est d'environ 1 M€ en 2020 notamment en matière de culture, d'évènements, de droits de cantine scolaire, de stationnement, ALSH...). Il est réduit à 400 K€ en 2021. Il retrouve en prévision en 2022 le niveau de 2019.

Les baisses de produits que l'on constate en 2022 sont principalement dues au remboursement d'assurance pour COVID à hauteur de -118 K€ que l'on ne percevra pas en 2022, une cession à hauteur de 123 K€, à la perte de subventions liées aux temps périscolaire (-86 K€), des indemnités de sinistres (-65 K€).

Nous tablons sur une stabilité des produits des services à compter de 2023.

## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE

Reçu le 10/02/2022

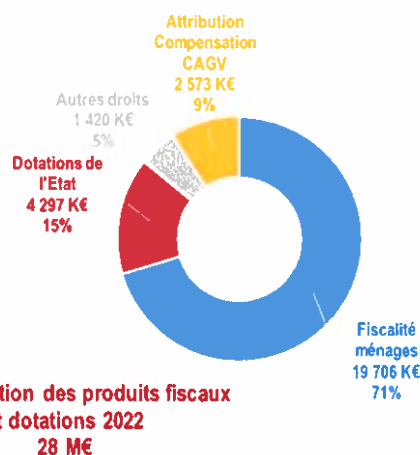
Publié le 10/02/2022

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022
Fiscalité ménages	18 469 K€	18 911 K€	19 030 K€	19 706 K€
Dotations de l'Etat	4 320 K€	4 313 K€	4 382 K€	4 297 K€
Autres droits	1 231 K€	1 276 K€	1 533 K€	1 420 K€
Attribution Comp p CAGV	2 512 K€	2 512 K€	2 521 K€	2 573 K€
	<b>26 532 K€</b>	<b>27 013 K€</b>	<b>27 465 K€</b>	<b>27 997 K€</b>

Le produit de la fiscalité repose à 71% sur la fiscalité des ménages (taxe foncière).

La dynamique, même faible +2,2% en moyenne repose essentiellement sur cette dernière.

La revalorisation des bases est indexée sur l'inflation N-1. A cette revalorisation s'ajoutent les constructions nouvelles (variation physique).



L'hypothèse d'évolution retenue dans la projection anticipe une inflation à 3% à compter de 2023 et une variation physique à +0,5% soit une évolution de +3,5% au total. Elle devrait abonder le budget de l'ordre de 700 à 800 K€/an.

**Une participation des collectivités locales au redressement des comptes de l'Etat après les élections présidentielles de 2022.** Globalement, les collectivités locales ont encore cette année 2021 bien résisté aux effets de la pandémie présentent une santé financière satisfaisante. L'hypothèse retenue est une contribution sollicitée par le gouvernement pour participer au remboursement de la dette contractée pour soutenir l'économie face à la pandémie. Un prélèvement de 100 K€ sur les dotations versées par l'Etat (sur la DGF) de 2023 à 2026. Une ponction cumulée de 400 K€ a été introduite dans la prospective financière. Ce qui reste très modeste au regard des engagements financiers pris par l'Etat.

### DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN PROGRESSION

(en K€)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Crédits de gestion & subv (011/67/014)	8 666	7 825	8 539	9 876	10 097	10 416	10 712	11 051
Variation		-841	714	1 338	220	319	296	339
Charges de personnel (012)	15 930	15 834	16 246	16 646	16 978	17 318	17 664	18 018
Variation		-96	412	400	333	340	346	353
Variation en %		-0,6%	2,6%	2,5%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Charges financières	760	746	616	548	552	616	680	737
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>25 356</b>	<b>24 405</b>	<b>25 400</b>	<b>27 070</b>	<b>27 627</b>	<b>28 350</b>	<b>29 056</b>	<b>29 806</b>
Variations		-951	995	1 670	557	723	706	750
Variations en % annuel		-3,8%	4,1%	6,6%	2,1%	2,6%	2,5%	2,6%

Les **crédits de gestion** qui correspondent aux dépenses des services ont été freinées par le confinement et les mesures barrières. L'estimation de cette réduction est établie autour de 800 K€ sur les crédits de gestion 2020.

En 2021, les crédits de gestion augmentent de +714 K€ avec le redémarrage de l'activité mais ne retrouvent pas tout à fait leur niveau de 2019.

## AR Prefecture

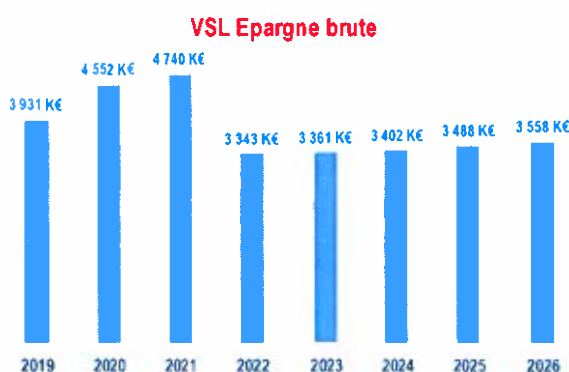
047-214703233-20220207-19-DE  
Reçu le 10/02/2022  
Publié le 10/02/2022

Par contre les crédits ouverts en 2022 sont en hausse par rapport aux crédits consommés en 2021. La relance de l'action municipale en est la raison essentielle. Il faut noter cependant une nette augmentation des fluides de +326 K€ (+26%) en 2022.

Entre 2023 et 2026, les crédits de gestion sont simulés à hauteur de l'inflation intégrée dans la simulation financière, c'est-à-dire +3%.

C'est également le taux d'intérêt retenu pour les emprunts nouveaux avec un amortissement linéaire sur 20 ans.

La masse salariale est projetée à +2% au-delà de 2022, soit une hausse contenue à +350 K€/an.



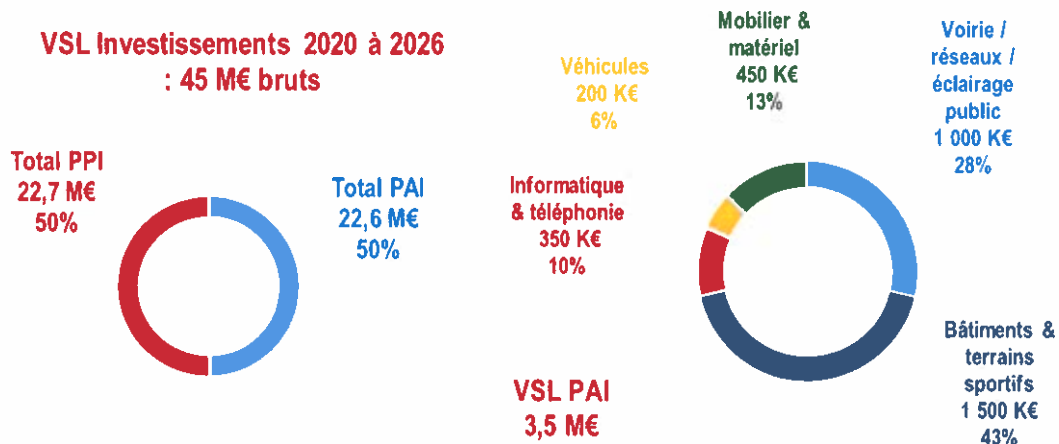
L'épargne brute évolue favorablement depuis 2019 en raison d'un environnement contraint.

Le niveau d'épargne que doit poursuivre la commune ne doit pas descendre en deçà de 10% du volume de ces recettes soit un peu plus de 3 M€.

Cet autofinancement est indispensable à l'entretien du patrimoine communal.

### UN PLAN D'INVESTISSEMENT CONSEQUENT AVEC UN RECOURS MODERE A L'EMPRUNT

(en K€)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Epargne brute</b>	<b>3 931</b>	<b>4 552</b>	<b>4 740</b>	<b>3 343</b>	<b>3 360</b>	<b>3 402</b>	<b>3 487</b>	<b>3 557</b>
<i>Variations</i>		621	188	-1 398	18	42	85	70
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>13,4%</b>	<b>15,7%</b>	<b>15,7%</b>	<b>11,0%</b>	<b>10,8%</b>	<b>10,7%</b>	<b>10,7%</b>	<b>10,7%</b>
Amortissement de la dette	2 873	3 210	3 216	3 089	2 260	2 406	2 521	2 666
<b>Epargne nette</b>	<b>1 058</b>	<b>1 342</b>	<b>1 524</b>	<b>253</b>	<b>1 100</b>	<b>997</b>	<b>966</b>	<b>892</b>
<b>Résultat antérieur</b>	<b>1 279</b>	<b>262</b>	<b>1 233</b>	<b>1 880</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Dépenses PAI</i>	3 737	2 469	2 167	4 000	3 500	3 500	3 500	3 500
<i>Recettes PAI (FCTVA = 16% &amp; Subv = 10%)</i>	1 031	1 080	1 038	1 400	852	852	852	852
<i>Dépenses PPI</i>	5 586	1 978	765	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
<i>Recettes PPI (FCTVA = 16% &amp; Subv = 20%)</i>	1 236	1 380	1 017	1 484	1 307	1 307	1 307	1 307
PAI & PPI Net (Dépenses - recettes)	2 706	1 987	878	5 116	5 342	5 342	5 342	5 342
Besoin de financement	5 200	1 000	-1 880	2 983	4 242	4 345	4 375	4 450
Amortissement de la dette	2 873	3 210	3 216	3 089	2 260	2 406	2 521	2 666
Encours de dette	24 481	22 271	19 055	18 949	20 930	22 870	24 724	26 508
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>6,2 ans</b>	<b>4,9 ans</b>	<b>4,0 ans</b>	<b>5,7 ans</b>	<b>6,2 ans</b>	<b>6,7 ans</b>	<b>7,1 ans</b>	<b>7,5 ans</b>



**Un volume d'investissement qui permet de respecter une capacité de désendettement inférieure à 10 ans.**

Dans le contexte instable qui prévaut actuellement, la prudence est de mise avant de lancer des opérations qui nécessitent un engagement financier important. En effet, s'il n'est jamais de bonne augure de s'éloigner des ratios de pilotage financier, par temps de crise, cette position doit être confortée.

L'épargne brute dégagée annuellement doit couvrir, outre le remboursement du capital de la dette (épargne nette), les dépenses nécessaires à l'entretien et au renouvellement du patrimoine mobilier et immobilier de l'agglomération.

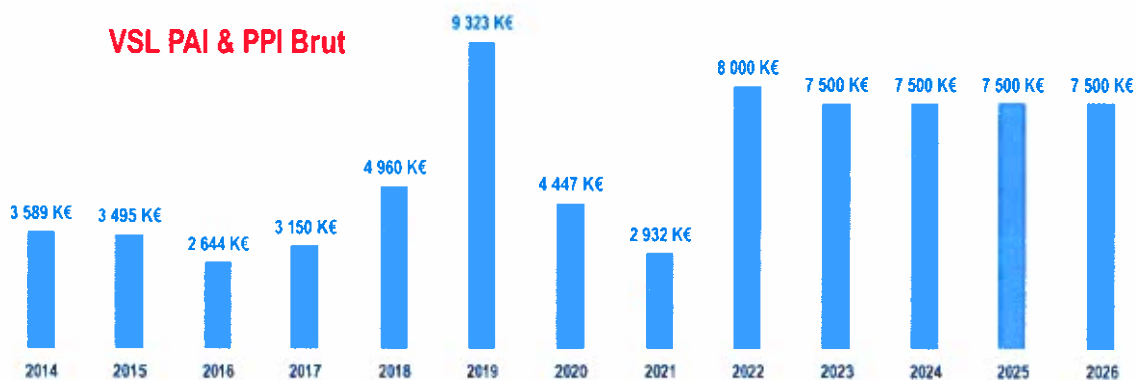
Le Plan Annuel d'Investissement (PAI) dans lequel s'inscrivent ces investissements est provisionné à 3,5 M€ bruts par an soit 2,6 M€ de dépenses nettes après déduction des 852 K€ de recettes (FCTVA 16,4% et subventions 10%). Le PAI est jugé comme prioritaire sur le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui est destiné à porter les projets exceptionnels ou pluriannuels. En effet, le maintien et le renouvellement du patrimoine est essentiel.

- PAI : 3,55 M€/an en moyenne.
  - 5 secteurs : projection avec 10% de subvention.
    - Voirie/réseaux/espaces verts : 1 000 K€/an,
    - Bâtiments/terrains de sport : 1 500 K€/an,
    - Informatique et téléphonie : 350 K€/an
    - Véhicules : 200 K€,
    - Matériel et mobilier : 500 K€.
- PPI : 4 M€/an.
  - Détermination d'une enveloppe de dépenses brutes de 23 M€ sur le mandat avec un taux de subvention moyen de 20%
  - Le PPI reste à affiner, notamment concernant les opérations cœur de ville.

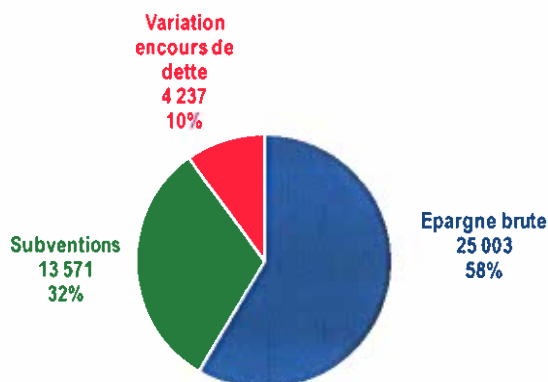
## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE  
 Reçu le 10/02/2022  
 Publié le 10/02/2022

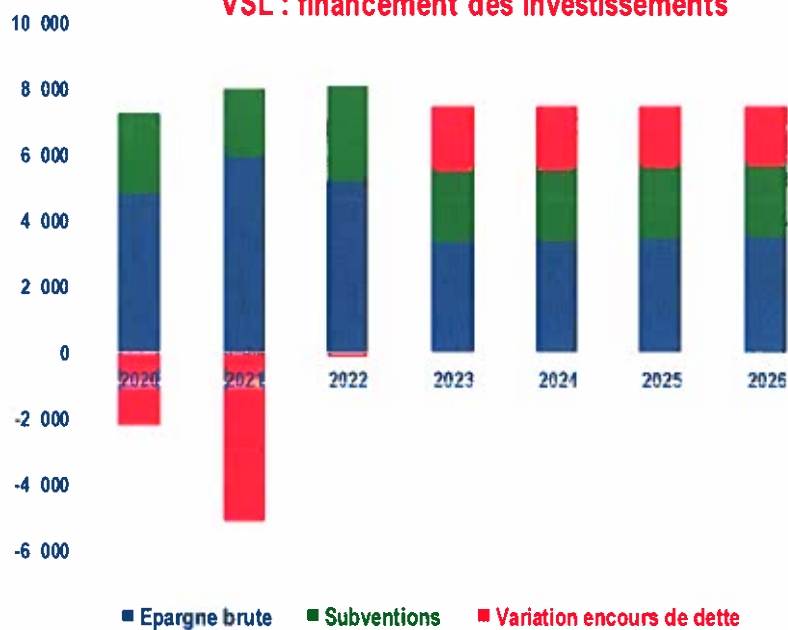
### VSL PAI & PPI Brut



### VSL : financement des investissements 36 M 



### VSL : financement des investissements





## AR Prefecture

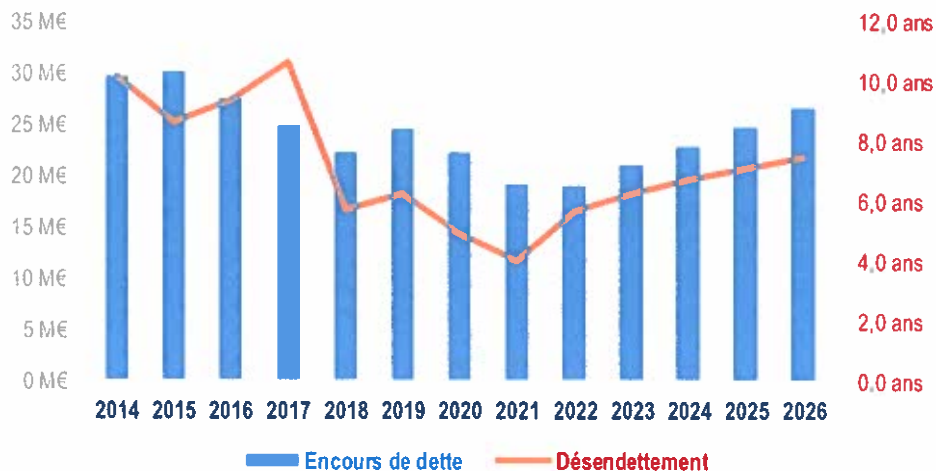
047-214703233-20220207-19-DE

Reçu le 10/02/2022

Publié le 10/02/2022

**L'endettement est maîtrisé** car limité par un recours à l'autofinancement important (58%).  
L'appel à la dette ne représente que 10% dans notre projection.

### VSL : encours de dette et capacité de désendettement



La capacité de désendettement en dessous des 8 ans respecte le ratio de pilotage qui la limite à 10 ans. L'encours de dette passe de 22,2 M€ en 2020 à 26,5 M€ en 2026 soit +4,2 M€.

### Le Conseil Municipal

Membres en exercice : 35 / Présents : 26 / Représentés : 7

**Prend acte, après débat,**

De la présentation du rapport sur les orientations budgétaires 2022.

Télétransmise le **10 FEV. 2022**

Affichée le **11 FEV. 2022**

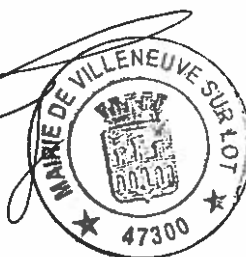
Certifiée exécutoire le **11 FEV. 2022**

Villeneuve-sur-Lot, le 7 février 2022

Copie certifiée conforme

Le Maire,

**Guillaume LEPERS**



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture.

**AR Prefecture**

047-214703233-20220207-19-DE  
 Reçu le 10/02/2022  
 Publié le 10/02/2022

**Annexe dette  
 Bilan Annuel**

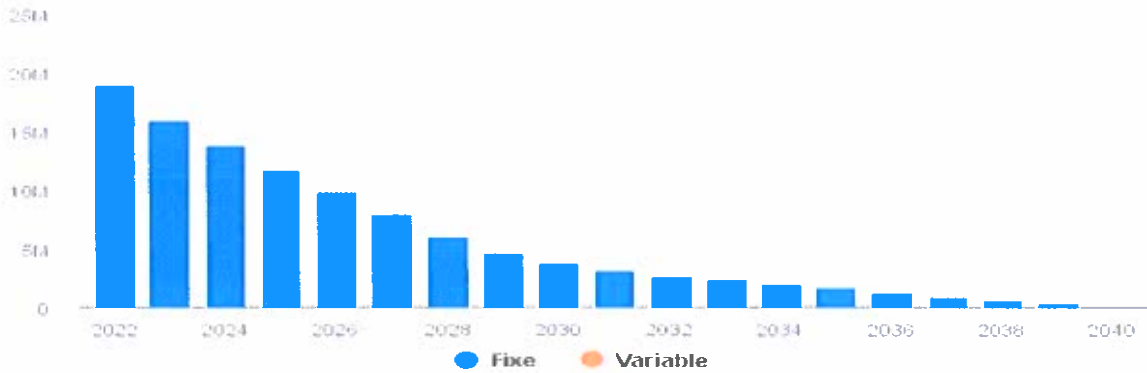
**Caractéristiques de la dette au 01/01/2022**

Encours **19 054 367,07**      Nombre d'emprunts \* **19**  
 Taux actuariel \* **2,78%**      Taux moyen de l'exercice **2,71%**

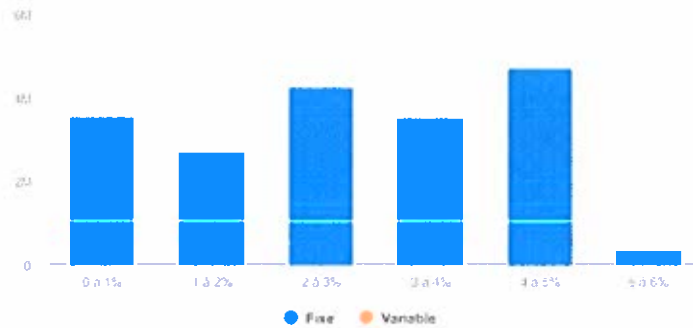
**Charges financières en 2022**

Annuité **3 600 275,90**      Amortissement **3 089 369,69**  
 Remboursement anticipé avec flux **0,00**      Remboursement anticipé sans flux **0,00**  
 Intérêts emprunts **510 906,21**      ICNE **169 287,96**

Extinction de l'encours



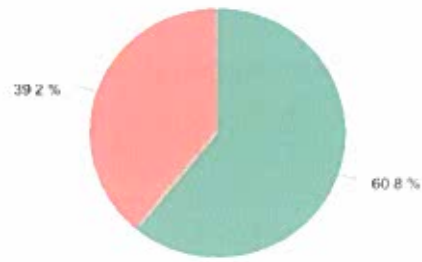
	Fixes	Variables	Total
Encours avant couverture	18 221 033,13	833 333,94	19 054 367,07
%	95,63%	4,37%	100%
Durée de vie moyenne	5 ans, 5 mois	1 an, 10 mois	5 ans, 3 mois
Duration	5 ans	1 an, 10 mois	4 ans, 10 mois
Nombre d'emprunts	16	3	19



## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE  
 Reçu le 10/02/2022  
 Publié le 10/02/2022

### Répartition par durée de vie moyenne



Durée de vie moyenne	Montant
< 5 ans	11 590 828,71
5 - 10 ans	7 463 540,36
<b>TOTAL</b>	<b>19 054 367,07</b>

### Prêteurs



Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
C.L.F./DEXIA	-	46,65	8 887 950,44
Caisse d'Épargne	-	17,92	3 413 799,63
Société Générale	-	14,96	2 850 000,00
Crédit Foncier	-	6,32	1 205 155,19
ARKEA	-	4,37	833 333,94
Caisse de Crédit Agricole	-	3,72	708 385,17
La Banque Postale	-	2,84	541 984,98
Caisse des Dépôts et Consignations	-	2,52	480 444,40
Caisse d'Allocations Familiales	-	0,70	133 333,32
<b>TOTAL</b>			<b>19 054 367,07</b>

**AR Prefecture**

047-214703233-20220207-19-DE  
Reçu le 10/02/2022  
Publié le 10/02/2022

**Table des matières**

<u>I. Structure des effectifs</u> .....	13
<u>Pyramide des âges</u> .....	13
<u>Par Filière</u> .....	15
<u>Par Catégorie</u> .....	15
<u>II. Structure de la masse salariale</u> .....	16
<u>Contribution à la variation de la masse salariale</u> .....	17
<u>IV. Évolution des effectifs</u> .....	19
<u>Période 2021 - 2026</u> .....	19
<u>V. Le temps de travail dans la collectivité</u> .....	19

## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE

Reçu le 10/02/2022

Publié le 10/02/2022

### I. Structure des effectifs

Les effectifs rémunérés de la collectivité au mois de décembre 2021, hors vacataires (TAP, ouvreuses et contrôleurs du théâtre) et saisonniers BAFA :

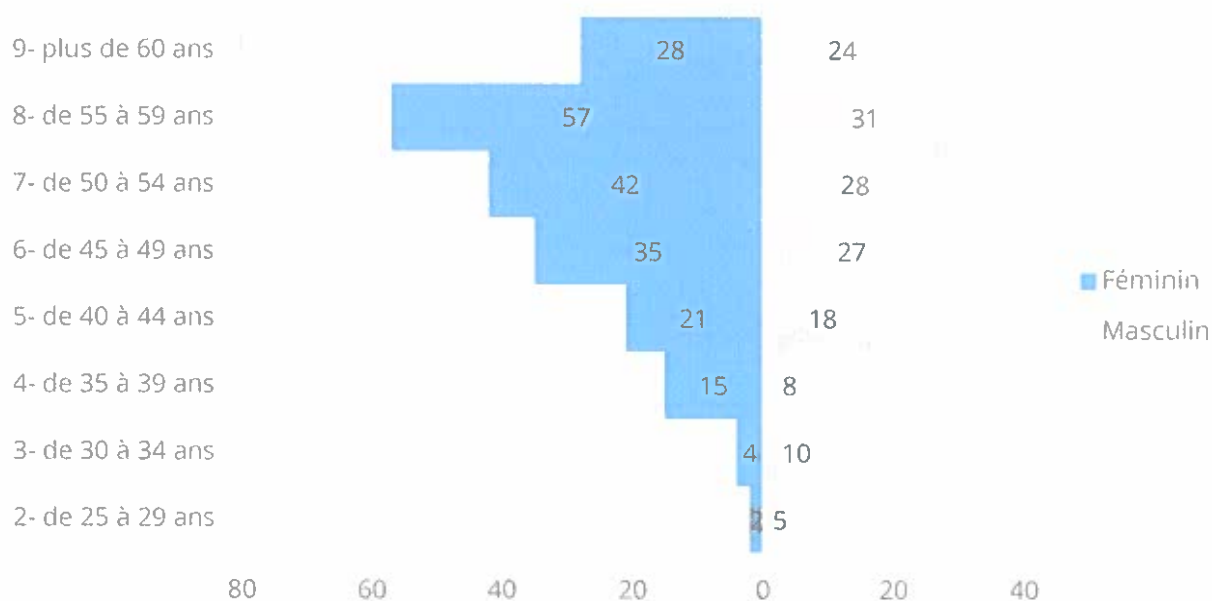
	Année 2021			Année 2020			Année 2019		
	Activité	Congé parental / disponibilité	Total 2019	Activité	Congé parental / disponibilité	Total 2020	Activité	Congé parental / disponibilité	Total 2019
Titulaires	355	18	373	366	17	383	370	19	389
Contractuels	85		85	84		84	73		73
<i>Dont contractuels horaires (*)</i>	17		17	11			5		5
<b>Total</b>	<b>440</b>	<b>18</b>	<b>458</b>	<b>450</b>	<b>17</b>	<b>467</b>	<b>443</b>	<b>19</b>	<b>462</b>
<b>Sauf Contractuels horaires</b>	<b>423</b>	<b>18</b>	<b>441</b>	<b>439</b>		<b>456</b>	<b>438</b>		<b>457</b>

(\*) : Les contractuels horaires sont les agents dont la présence dans la collectivité est courte - moins de quatre mois -, ou dont la durée de travail est variable d'un mois à l'autre.

### Pyramide des âges

#### Titulaires

Titulaires rémunérés en décembre 2021



Une population de fonctionnaires vieillissante :

## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE  
 Reçu le 10/02/2022  
 Publié le 10/02/2022

L'âge moyen des fonctionnaires en activité est de 50,5 ans (50,3 en 2020). Lors du bilan social réalisé en 2011, l'âge moyen des fonctionnaires présents au 31 décembre était estimé à 45,50 ans. Près de 59,15 % des agents ont 50 ans ou plus (58,2 % en 2020).

A titre de comparaison, en 2017 (au 31 décembre), l'Observatoire de la fonction publique territoriale (CNFPT) de la région Nouvelle Aquitaine publiait les informations suivantes pour les titulaires des Communes de 20 000 à 39 999 habitants :

- ✓ moyenne d'âge : 47 ans
- ✓ part des agents de plus de 50 ans : 43 %

La DGAFP constate un âge moyen tout statut confondu pour 2018 de 45,2 ans

### Moyenne d'âge des agents titulaires selon leur affectation

	Age Moyen 2021	Age Moyen 2020	Age Moyen 2019	Nombre d'agents 2021
Action Culturelle	52,98	52,37	51,80	41
Cabinet/Communication / Évènementiel / Relations Citoyennes / Secrétariat (Maire, cabinet, élus) / Accueil Standard / Reprographie	47,4	48,15	48,91	52
Sécurité et Tranquillité Publique et Police		47	46,39	
DG / Affaires générales	50,52	49,95	51,00	21
Enfance Jeunesse	42,21	41,93	42,43	14
Réussite éducative	50,84	50,59	50,69	114
Services Techniques	51,74	51,81	51,24	77
Sport et Vie Associative	52,06	51,06	50,49	31
Mise à disposition	51			5
<b>Global collectivité</b>	<b>50,53</b>	<b>50,31</b>	<b>50,13</b>	<b>355</b>

### **Agents contractuel**

	Age Moyen 2021	Nombre d'agents 2021
Action Culturelle	47,86	7
Cabinet	34,18	11
DG/DRAG	44,50	2
Enfance Jeunesse	27,83	12
Réussite éducative	41,28	32
Services Techniques	42,00	17
Sports et Vie Associative	41,00	3
Mise à disposition	52,00	1
<b>Global collectivité</b>	<b>39,34</b>	<b>85</b>

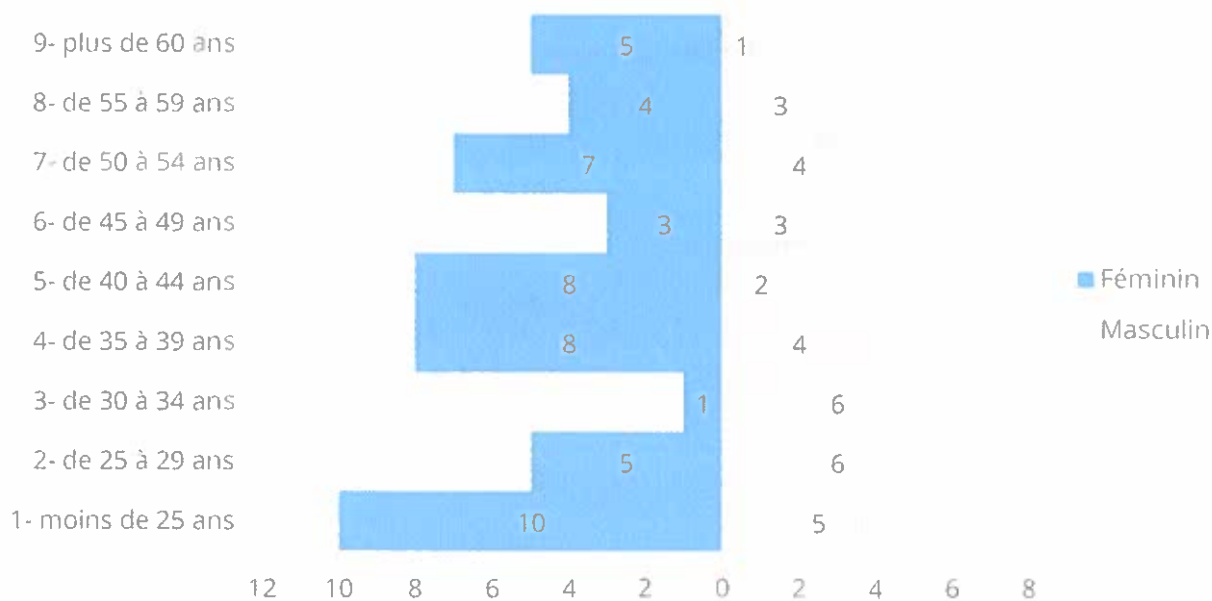
## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE

Reçu le 10/02/2022

Publié le 10/02/2022

### Contractuels rémunérés en décembre 2021



### Par Filière

Plus de la moitié des agents relèvent de la filière technique :

	Contractuel	Titulaire	Total général
Administrative	7	74	81
Animation	17	30	47
Culturelle	5	10	15
Hors filières	3		3
Emplois fonctionnels		1	1
Médico-Sociale	1	17	18
Police municipale		17	17
Sportive		7	7
Technique	52	199	251
<b>Total général</b>	<b>85</b>	<b>355</b>	<b>440</b>

### Par Catégorie

	Contractuel	Titulaire	Total général
Catégorie A	3	13	16
Catégorie B	2	38	40
Catégorie C	77	304	381
Emplois hors catégorie	3		3
<b>Total général</b>	<b>85</b>	<b>355</b>	<b>440</b>

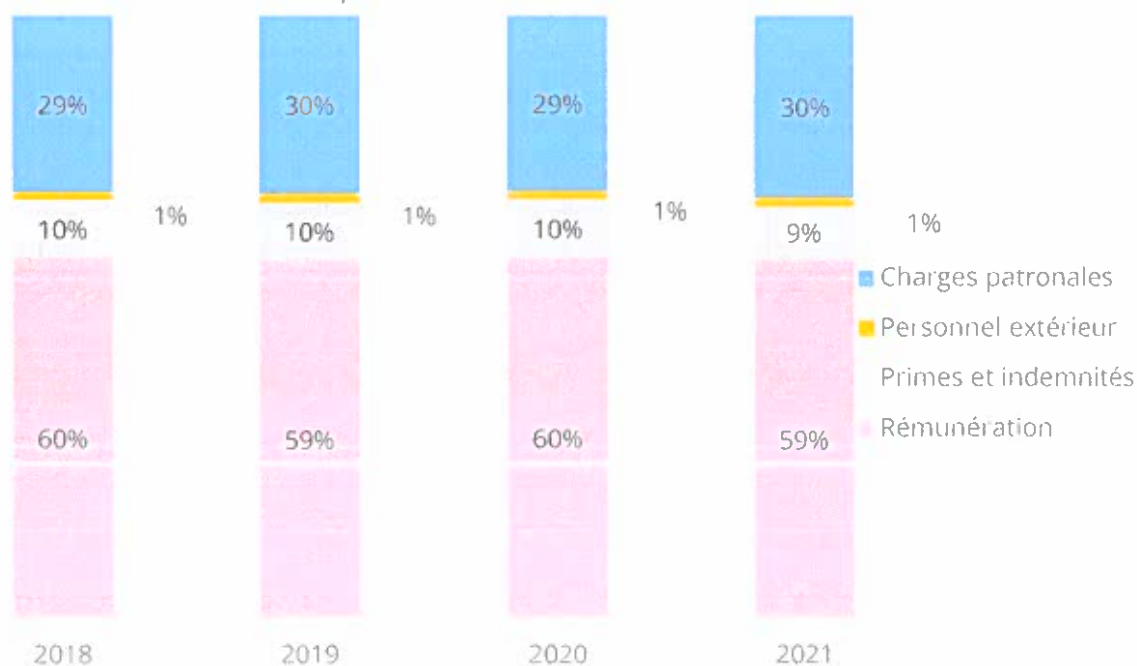
**AR Prefecture**

047-214703233-20220207-19-DE  
 Reçu le 10/02/2022  
 Publié le 10/02/2022

**II. Structure de la masse salariale**

Nombre d'agents	435	443	450	440
	2018	2019	2020	2021
Rémunération indiciaire titulaires et non titulaires	8 743 446	9 127 866	9 194 353	9 333 180
Rémunération emplois aidés	266 638	51 965	0	0
NBI	100 579	103724	102 543	101 523
Sft	105 037	109659	112 903	112 797
Primes et indemnités	1 487 368	1 526 687	1 539 167	1 440 214
Heures supplémentaires / Heures complémentaires	39 731	72377	61 522	117 533
Personnel extérieur	196 704	226 400	204 279	217 693
Charges patronales (y compris assurance)	4 529 399	4711741	4 608 779	4 925 508
<b>Total</b>	<b>15 468 902</b>	<b>15 930 419</b>	<b>15 823 546</b>	<b>16 248 448</b>

Composantes de la rémunération





**III. Évolution de la masse salariale 2021/ 2020****Contribution à la variation de la masse salariale**

	En Milliers d'euros
<b>1. impacts réglementaires</b>	<b>262</b>
PPCR et avancements d'échelon 2021	197
effet année pleine des avancements de l'année 2020	51
Indemnités de fin de contrat	13
<b>2. Mesure interne</b>	<b>-66</b>
Primes COVID	-53
Promotions et avancements de grade 2021	4
Promotions et avancements de grade effet année pleine des evts de l'année 2020	29
Régime indemnitaire et NBI	-46
<b>3. Variation effectifs</b>	<b>-9</b>
Retraites et départs non remplacés	-209
Remplacements sur retraites et départs - stagiairisations	59
effet année pleine des départs / recrutements de 2020	20
Recrutements et remplacements	121
<b>4. Autres variations</b>	<b>238</b>
impact demi-traitement et carences	5
Personnel extérieur et autres rémunérations	13
Heures Supplémentaires	56
CNFPT, médecine du travail, capitaux décès,...	13
Assurance	150
<b>Total</b>	<b>425</b>

**→ Impacts réglementaires**

- Le PPCR, protocole revalorisant certains échelons, initié en 2016 et suspendu en 2018, se poursuit en 2021.
- Les avancements d'échelon sont automatiques

**→ Variation effectifs**

- 8 agents retraités n'ont pas été remplacés.
- 7 postes nouveaux ou en remplacement d'agents absents.

**→ Autres variations**

- Absentéisme

Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution du nombre de jours d'absences dues à des maladies, accidents du travail et maternité :

## AR Prefecture

047-214703233-20220207-19-DE  
 Reçu le 10/02/2022  
 Publié le 10/02/2022

	2018	2019	2020	2021
Absences pour maternité	138	1054	551	308
Accidents du travail	1476	1737	1 452	1 393
Congés maladie	12885	14737	12 548	15 983
<b>Total</b>	<b>14 499</b>	<b>17 528</b>	<b>14 551</b>	<b>17 684</b>
Autorisation Absence pour COVID			10 869	3 634

Le nombre de jours d'absences pour maladie ordinaire a augmenté par rapport à 2020.

- Heures supplémentaires / complémentaires

L'organisation des élections départementales et régionales représente 33% des heures supplémentaires pour un surcoût de 5 k€ par rapport à 2020

Les différentes manifestations annulées en 2020 mais reprogrammées en 2021 ont engendré une augmentation des heures supplémentaires pour un montant de 50 k€.

- Avantages en nature

	2019		2020		2021	
	Nb agents	Montant	Nb agents	Montant	Nb agents	Montant
Logement (conciergerie)	4	9 482	4	9 654	4	10 845
Nourriture (école et centre de loisirs)	88	27 344	90	17 856	91	24 384
Téléphones	39	9 206	37	8 996	35	8 551
Véhicule (dédommagement versé aux agents qui se servent de leur véhicule personnel pour le service)	40	7 159	37	7 960	34	7 483
<b>Total</b>		<b>53 191</b>		<b>44 466</b>		<b>51 264</b>

**AR Prefecture**

047-214703233-20220207-19-DE

Reçu le 10/02/2022

Publié le 10/02/2022

**IV. Évolution des effectifs**

	<i>agents rémunérés fin 2019</i>	<i>agents rémunérés fin 2020</i>	<i>agents rémunérés fin 2021</i>	<i>Points essentiels</i>
Action Culturelle	55	53	48	2 recrutements
				-3 mutations internes
				-2 retraites
				-1 disponibilités
				-1 fins de contrat
Cabinet /Communication / Évènementiel /Relations Citoyennes / Secrétariat (Maire, cabinet, élus) / Accueil Standard / Reprographie	28	26	29	1 mutations internes
				4 recrutements
				-2 mutations internes
Police Municipale	18	18	20	5 recrutements
				-3 mutation
Sécurité, hygiène et tranquillité publique	14	14	14	
DG / Affaires générales	23	23	23	
Enfance Jeunesse	23	22	26	4 recrutements
				-1 mutations
				1 fins de congé parental
Réussite éducative	152	165	146	10 recrutements
				- fins de contrat
				24
				-1 disponibilités
Services Techniques	90	89	94	-4 mutations internes
				10 mutations internes
				6 recrutements
				-2 fins de contrat
				-5 retraites
				-3 mutations internes
Sport et Vie Associative	40	40	34	-1 mutations
				1 mutations internes
				-6 mutations internes
Mise à disposition			6	-1 mutations
<b>total</b>	<b>443</b>	<b>450</b>	<b>440</b>	6 mutations internes

\* Mise à disposition : personnel mis à disposition d'une autre collectivité ou faisant partie du pôle mobilité.

**V. Le temps de travail dans la collectivité**

Le temps de travail sera porté à 1607 h en 2022 conformément à la loi.

